

Le voyage d'Ennahda

Afin de consolider une sous-culture politique islamique, Ennahda décide de séparer prosélytisme de politique. Jadis un parti islamiste, il devient ainsi un parti de démocrates musulmans.

Pietro Marzo et Francesco Cavatorta

Au cours de son dernier congrès tenu en mai 2016, le parti politique tunisien Ennahda a annoncé la conclusion de sa procédure de transformation en un parti de démocrates musulmans, engagé à respecter les principes de la liberté et de la démocratie et entièrement consacré aux questions politiques. Plus de 80 % des délégués d'Ennahda ont voté pour cette mutation formelle, dont le principal objectif est de séparer l'activisme politique du religieux. La séparation entre le prosélytisme (*dawa*) et la politique est maintenant totale et officielle.

Le président et idéologue principal du parti, Rachid Ghannouchi, a expliqué les raisons pour lesquelles Ennahda a décidé de passer d'un parti islamiste à un parti démocrate musulman en septembre 2016. Il a précisé que la fin des activités religieuses ne signifie pas renoncer à son identité islamique ni à son conservatisme sociétal. Il a souligné que « l'environnement dans lequel le parti intervient a radicalement changé », et il a appelé à un engagement décisif envers les valeurs exprimées dans la Constitution de 2014. En résumé, l'État tunisien ne réprime plus les croyances religieuses et ne surveille pas non plus le comportement religieux de ses citoyens. Un mouvement/parti défendant la religion n'est plus nécessaire. Le parti peut maintenant se consacrer aux questions qui intéressent les citoyens – l'économie ou les affaires étrangères – et le mouvement peut poursuivre son activisme social, en faisant prévaloir les pratiques religieuses spécifiques dans la société. Le changement est aussi essentiel pour marginaliser les tendances extrémistes qui représentent une menace grave pour la stabilité du pays et de la région en général. Selon Ghannouchi, « il est urgent d'offrir un choix tourné vers l'espoir aux millions de jeunes musulmans du monde entier ». Participer à une politique institutionnelle dans un contexte juridique qui respecte la religion, représente précisément cette alternative.

Comme à l'accoutumée, quelques analystes et observateurs ont commencé à remettre en question l'exactitude de ce virement. Certains d'entre-eux ont, en particulier, exprimé des doutes sur la rapidité avec laquelle Ennahda est passé de son ambition initiale de gouverner la Tunisie

par la mise en place de règles et de références islamiques à jouer un rôle clé de négociateur dans le processus constitutionnel et dans la démocratisation du pays. D'autres estiment que ce nouveau tournant modéré est un simple calcul politique qui cache un projet autoritaire islamiste. Ces opinions ne semblent pas tenir compte de l'histoire, des besoins organisationnels et du changement idéologique du parti, ainsi que de sa contribution récente et significative au succès de la transition démocratique en Tunisie.

Ennahda au pouvoir

Cinq ans après le déclenchement de la révolution, la Tunisie a réussi à se démocratiser en faisant preuve d'un « caractère exceptionnel » dans une région où règnent l'effondrement de l'État, la violence et le retranchement autoritaire. Bien que certains acteurs, allant des organisations de la société civile aux syndicats, aient été reconnus comme des agents essentiels dans le processus de consolidation démocratique, la démocratie n'aurait pas été possible si les deux grands partis – Ennahda et Nidaa Tounes – n'étaient pas parvenus à un compromis politique fort.

Dans ce sens, Ennahda a joué un rôle crucial depuis sa légalisation, en mars 2011. Après la révolution, il décide de participer aux élections à l'Assemblée constituante tunisienne de 2011 et il obtient la majorité relative des sièges. Le parti forme un gouvernement de coalition avec des partis de gauche, en mentionnant explicitement qu'il fait passer le succès de la transition avant toute considération idéologique. Il doit faire face à une réaction anti-islamiste des secteurs modernistes laïcs de la société, mais aussi à des décennies de marginalisation et de répression, ce qui empêche finalement son gouvernement de prospérer. À cet égard, il convient de souligner deux éléments au moment d'évaluer l'expérience gouvernementale du parti.

Premièrement, Ennahda était censé respecter les attentes hétérogènes et considérables provoquées par la révolution, allant des réformes sociales et économiques ur-

Pietro Marzo et Francesco Cavatorta, Département de Sciences politiques et Centre Interdisciplinaire de Recherche sur le Moyen-Orient et l'Afrique. Université Laval. Québec.

gentes aux affaires délicates, comme la sécurité nationale et l'emploi des jeunes. Cependant, une grande partie de l'appareil administratif et de sécurité demeurait entre les mains des élites anti-islamistes, ce qui a entravé l'efficacité du gouvernement. Deuxièmement, la position d'Ennahda vis-à-vis de la montée du salafisme était ambiguë, ce qui a ébranlé la confiance entre les modernistes laïcs et le parti. D'une part, Ennahda était conscient que le succès de la transition reposait sur la conclusion d'un accord institutionnel avec les partis qui représentaient les forces modernistes-nationalistes de la Tunisie sur les règles du jeu du nouveau système politique. L'Assemblée constituante était l'institution au sein de laquelle cet accord devait être établi, lequel serait ensuite consacré dans un nouveau texte constitutionnel. Et, d'autre part, Ennahda voulait encore représenter électoralement tout l'électorat islamiste et il ne voulait donc pas rompre complètement avec les autres forces de son camp, y compris les salafistes jihadistes. Ainsi, pour éviter de perdre le soutien salafiste et compenser les modernistes de l'appareil étatique et de la société en général, Ennahda a appliqué aux salafistes la politique de « la carotte ou le bâton ». Ghannouchi a utilisé sa réputation intellectuelle pour apaiser leur colère et pour préserver les acquis politiques de la démocratisation. Par exemple, il y a eu une tentative initiale de « justifier » la montée de la violence des groupes salafistes en affirmant qu'elle était ancrée dans l'héritage de la marginalisation désastreuse de l'islam de la part de Zine el Abidine Ben Ali. Mais cette stratégie n'a pas fonctionné.

Fin 2012, l'expérience d'Ennahda au pouvoir avait fait beaucoup de mal au parti. Premièrement, il a été accusé de reproduire le comportement politique antilibéral dont il avait été victime pendant des années. Deuxièmement, de nombreux modernistes soutenaient que le parti conspirait avec le salafisme dans une tentative d'islamiser la société et de détourner la transition démocratique. Troisièmement, l'appareil étatique n'était pas tellement réceptif au gouvernement dirigé par Ennahda et il a bloqué un certain nombre de ses mesures. Finalement, il y avait des doutes quant à son évolution idéologique en dépit d'avoir engagé des procédures démocratiques et le respect des droits individuels bien avant d'être légalisé, en 2011. Tous ces problèmes ont intensifié les tensions internes au sujet de la direction dans laquelle devait s'engager le parti, mais vers la mi-2013, Ennahda sacrifiait son radicalisme islamiste, abandonnait quelques-unes de ses exigences politiques clé et devenait partie intégrante du système démocratique tunisien. Deux événements ont précipité l'éloignement de ses racines islamistes. Premièrement, le coup militaire en Égypte contre les Frères musulmans a rappelé à Ennahda la précarité de la position des islamistes au pouvoir et qu'en fin de compte la communauté internationale préférait des régimes autoritaires laïcs. Deuxièmement, deux hommes politiques importants de gauche avaient été assassinés à Tunis en l'espace de quelques mois en 2013 et les salafistes avaient été accusés de ces assassinats. Dans ce contexte, Ennahda a coupé tout lien avec

le salafisme jihadiste et il a interdit le groupe le plus important, Ansar al Charia. Il a accepté ensuite de se retirer du gouvernement pour céder la place à un gouvernement plus technocrate, nommé pour diriger la Tunisie jusqu'à la tenue de nouvelles élections, en 2014. Et ce qui est plus important encore, c'est que le parti a signé rapidement un nouveau texte constitutionnel qui ne contenait aucune des exigences islamistes les plus significatives. Par exemple, la liberté de conscience était reconnue, mais aucune mention n'était faite de la charia.

Donc, à bien des égards, la décision de séparer entièrement la *dawa* et la politique est le résultat naturel d'un processus qui a amené le parti à s'intéresser de plus en plus à sa propre survie et pour l'instauration de la démocratie en Tunisie. Les dirigeants en particulier ont compris que si Ennahda voulait survivre en tant qu'organisation, il fallait accélérer un processus de désislamisation de ses exigences politiques, car la possibilité d'être à nouveau exclu du système politique avait été très réelle en 2012 et 2013. En même temps, les dirigeants ont adopté une position « nationale », selon laquelle ils acceptaient de sacrifier une partie de leur soutien au nom de la stabilité et du succès de la démocratie du pays.

Les origines du changement

Le passage de l'islamisme à la démocratie musulmane est apparu comme inévitable et autonome, bien qu'il soit évident que les conditions extérieures ont contribué à la décision prise par des leaders du parti de séparer la politique et la *dawa*. Maintenant que la séparation est réelle, un processus de reconstruction et de justification idéologique s'impose auquel Ghannouchi participe activement. À cet égard, il convient de souligner la lettre qu'il a envoyée récemment à l'organisation faïtière internationale des Frères musulmans, annonçant le retrait de la délégation tunisienne de toutes les initiatives de ce mouvement. Parmi les raisons exposées, il expliquait qu'il reconnaissait que la religion avait été utilisée à tort dans le domaine politique, ce qui s'était finalement soldé par une polarisation et un échec. Cependant, l'éloignement d'Ennahda des valeurs et des positions des Frères musulmans n'est pas une conséquence de ce qui s'est produit au cours des deux dernières années de la transition tunisienne. Il est intimement lié aux racines historiques du mouvement et à l'évolution de la pensée de son père fondateur, Rachid Ghannouchi.

En effet, la réflexion sur la nécessité de « moderniser » l'islam et de comment il devait être employé dans la politique, est apparue au sein d'Ennahda – qui à l'époque était encore un *jamaa* – dès la fin des années soixante-dix. Une proto-tendance au pluralisme, ainsi que la volonté d'adapter les croyances islamiques rigides à la réalité politique marquaient le discours de Ghannouchi et contrastaient avec celui des partis islamistes traditionnels de la région. Et plus important encore, l'ambition de définir un parti tunisien autonome en attribuant un nouveau rôle à

l'islam au lieu de suivre les grandes tendances régionales, a découlé de la même période. Les échecs politiques des années quatre-vingt quand le parti « s'est empressé » d'entrer en politique, après l'arrivée au pouvoir de Ben Ali, ont convaincu que le prosélytisme et la politique de partis ne font pas bon ménage.

Il en découle donc que la décision récente d'Ennahda n'est pas aussi sensationnelle qu'on a bien voulu nous faire croire, mais qu'il s'agit plutôt d'un éloignement du parti des Frères musulmans dont les vues politiques et les positionnements idéologiques sont de plus en plus considérés comme inefficaces, voire même contre-productifs pour le monde arabe. À cet égard, l'absence d'une délégation tunisienne à la conférence internationale des Frères musulmans, tenue en avril 2016 à Istanbul, a mis en exergue la divergence politique entre les objectifs du mouvement et les ambitions d'Ennahda.

Conclusion

Cependant, il vaut la peine de réfléchir sur les répercussions du virement récemment opéré par Ennahda sur l'environnement politique et social en Tunisie. La presse nationale parle de plus en plus d'un conflit au sein de la coalition au pouvoir, avec des affrontements entre le président Béji Caïd Essebsi et Ghannouchi. Bien que les parlementaires nient ce clivage, la décision d'abandonner l'islamisme et de se tourner vers une démocratie musulmane pourrait vouloir dire que Ghannouchi est en train de se préparer à réclamer une plus large représentation au sein du gouvernement et pourrait indiquer son intention de se présenter aux prochaines élections présidentielles. Cependant, l'accord politique auquel sont parvenus Ennahda et Nidaa Tounes en 2014, qui constitue le fondement de la stabilité actuelle tunisienne, n'est pas compromis dans l'immédiat.

Ces dynamiques de conflit et de concurrence entre des partis politiques légitimes sont très courantes dans la plupart des démocraties occidentales, en particulier celles concernant les griefs socioéconomiques. Dans le contexte de la concurrence démocratique, le revirement opéré par Ennahda pour s'établir comme un parti démocrate et axé sur la Tunisie pourrait ouvrir la voie à une stabilité durable, qui permettrait d'appliquer les réformes socioéconomiques nécessaires sans perturber l'affrontement historique entre modernisme laïc et islamisme. En résumé, la normalisation d'Ennahda pourrait coïncider avec la normalisation de la politique démocratique en Tunisie.

Ce scénario optimiste se heurte à de sérieux problèmes et l'abandon de l'islamisme pourrait ne pas conduire à une stabilisation du système politique. Le premier obstacle est la capacité réelle d'Ennahda de réaliser un revirement efficace et de maintenir un consensus transversal en ce sens. Bien que 80 % des délégués aient approuvé la séparation entre politique et *dawa*, de nombreux militants de base pourraient ne pas en être très contents ou satisfaits. Il pourrait se produire, par exemple, une réaction contre le lea-

dership en raison du renoncement à toute intention d'utiliser les commandements religieux dans la politique publique. De nombreux membres pourraient le percevoir comme une trahison du projet islamique original, qui avait abouti à la création d'un parti islamiste en Tunisie et leur mécontentement pourrait créer la formation de mouvements et/ou des partis pour s'affronter à Ennahda sur ce point. Ce défi s'ajoute au deuxième concernant la situation socioéconomique à laquelle doit faire face le pays. Cinq ans après la révolution, les problèmes sociaux et économiques qui ont amené la population à descendre dans la rue n'ont pas reçu de solution et la situation aurait même empiré. Le mécontentement croissant et l'aggravation de la polarisation socioéconomique nationale sont un des éléments dangereux d'imprévisibilité et les partis politiques établis pourraient en payer les pots cassés, comme ils sont en train de le faire en Europe et aux États-Unis. La nouvelle image du parti démocrate musulman assumée par Ennahda pourrait être interprétée comme un changement destiné à attirer l'hétérogénéité de la classe moyenne et les élites économiques de la Tunisie. Ces classes pourraient donc être représentées par divers partis politiques, allant de l'ancien « parti islamiste » aux partis libéraux, modernistes et défenseurs du marché. En revanche, les classes inférieures – plus jeunes et pauvres et des zones de l'intérieur du pays – ne trouveront peut-être pas une représentation politique adéquate dans le système, ce qui laisserait de la place à des projets alternatifs populistes, dont certains pourraient être axés sur la religion. Par ailleurs, la faible participation aux élections et le manque d'intérêt pour la politique pourraient renforcer l'attrait des mouvements radicaux. Tout comme le phénomène salafiste après la révolution tunisienne pourrait être interprété comme une réaction à l'apaisement d'Ennahda vis-à-vis de ses anciens rivaux idéologiques, l'abandon de l'étiquette islamique de la part du parti pourrait susciter un nouvel appel au jihadisme contre les musulmans déloyaux et attachés aux valeurs occidentales.

En conclusion, la séparation entre politique et prosélytisme s'est formée depuis longtemps déjà et il s'agit d'une tentative de consolidation d'une sous-culture politique islamique dans laquelle certains adeptes se dédient à la politique partisane, d'autres à l'activisme social et d'autres aux affaires ou au syndicalisme. Bien que les institutions de cette sous-culture soient formellement autonomes, elles gravitent toutes autour de l'idée d'importance de la religion comme une pratique morale individuelle et motrice du changement socio-politique. Si elle est couronnée de succès, cette sous-culture peut être un facteur de stabilisation pour la jeune démocratie tunisienne dans la mesure où d'autres sous-cultures – de gauche et modernistes-nationalistes, par exemple –, sont aussi en train de se développer en créant un équilibre qui renforce le pluralisme et les pratiques démocratiques. Si elle échoue, elle peut ouvrir la porte à la montée d'un extrémisme religieux renouvelé menaçant la consolidation démocratique. ■